Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 402 du 12 octobre 2025

Au sommaire :

- **Macron s'effondre, les partis affichent leurs « *appétits partisans* », face à la faillite du capitalisme et de ses serviteurs, défendre nos droits, c'est postuler à diriger la société -** *Christine Héraud*
- **Le « plan de paix » de Trump intègre la guerre génocidaire d'Israël dans l'offensive économique et militaire de l'empire US** - *Yvan Lemaitre*

Macron s'effondre, les partis affichent leurs « appétits partisans », face à la faillite du capitalisme et de ses serviteurs, défendre nos droits, c'est postuler à diriger la société

Lecornu, le moine-soldat selon sa propre expression, ex-démissionnaire, redevient Premier ministre par défaut et du fait du prince retranché à l'Elysée, et qui lundi court en Egypte pour apporter son soutien au plan de Trump de destruction de tout espoir d'un Etat palestinien qu'il prétendait défendre.

« *J'accepte – par devoir – la mission qui m'est confiée par le président* », a déclaré Lecornu. Première station du calvaire, constituer un gouvernement auquel LR a déclaré qu'il ne participera pas et que LFI et le RN censureront si jamais il voit le jour et se présente devant l'Assemblée nationale. Le PS et EELV, après s'être livrés à toutes les contorsions pour prouver leur sens des responsabilités, leur servilité aussi, semblent disposés à ne pas reculer sur la censure… Difficile de faire autrement tant il est évident que la mission de Lecornu 2 se résume à faire passer le budget d'austérité des riches et du CAC40 contre le monde du travail, en espérant que la peur des députés de retourner devant les électeur·trices en cas de dissolution réussisse à mettre en minorité la motion de censure annoncée.

Quelles que soient les péripéties à venir, dissolution, destitution, démission, élections..., la bourgeoisie et ses serviteurs ne sont pas près de retrouver une stabilité sur le terrain économique, social et politique. Le capitalisme est à bout de souffle, étouffé par la concentration d'une masse considérable de capitaux entre les mains d'une minorité qui exige toujours plus de profits pour faire face à la concurrence mondiale et au jeu des spéculations. Cette fuite en avant du capital nécessite des régimes de plus en plus autoritaires et répressifs pour imposer les attaques contre le monde du travail, la régression sociale généralisée, mener la guerre commerciale et la guerre militaire. Et il est significatif que Lecornu 2 ait choisi samedi un commissariat pour sa première prise de parole consacrée principalement à la sécurité.

La crise politique aiguë exprime l'incapacité des serviteurs de la bourgeoisie à maintenir la stabilité politique dont elle a besoin dans le cadre de la démocratie parlementaire bourgeoise. Macron avait prétendu apporter une solution au discrédit des partis institutionnels de droite et de gauche qui avaient mené les politiques austéritaires et sécuritaires contre les travailleur·ses, avec son « *ni droite ni gauche* », « *la République en marche* ». Aujourd'hui, il s'effondre pour les mêmes raisons, emporté par la contradiction irréconciliable entre les besoins de la bourgeoisie, du grand patronat et la colère du monde du travail et ses luttes qui, depuis le 10 septembre et « Bloquons tout » prennent un caractère politique en contestant le pouvoir et les privilèges des milliardaires.

Quand ceux d'en haut ne peuvent plus et ceux d'en bas ne veulent plus

Le fait marquant de cette rentrée, c'est que des millions de travailleur·ses dans le pays contestent l'injustice sociale et fiscale et n'acceptent pas les sacrifices que le pouvoir, quel que soit le Premier ministre, veut leur imposer pour payer la dette, réduire le déficit public tout en refusant de taxer les riches, même de 2 %, que représenterait la taxe Zucman sur les fortunes des 1800 les plus riches. La colère qui s'est manifestée le 10 et le 18 repose sur des évolutions profondes de conscience, que ce n'est pas aux classes populaires, aux chômeurs, aux travailleur·ses de payer alors que ce sont les capitalistes qui vident les caisses publiques, sont responsables de la dette dont ils profitent.

La hargne du grand patronat contre la taxe Zucman et l'acharnement du MEDEF à tenir les lignes rouges pour préserver les profits des grosses sociétés illustrent l'exacerbation de la violence des rapports de classe. Elle se réfracte sur la scène politique par le lâchage de Macron, rendu responsable du chaos politique et social, par un

grand patronat qui mise aujourd'hui sur l'union des droites et du RN en train de se construire. Bardella tend la main aux Républicains pour « *une union la plus large possible* », postulant à imposer un régime encore plus autoritaire et répressif qui pourrait assurer un cadre politique plus stable et rassurer les grands patrons, inquiets des répercussions économiques de la crise politique, de la chute des bourses, du ralentissement de l'économie. Il postule à prendre la tête de cette union des droites pour que l'État continue à perfuser le grand patronat en pillant les finances publiques, en taillant dans les budgets des hôpitaux, de la Sécurité sociale, des collectivités locales, de l'école.

La crise politique profite au bloc réactionnaire, à l'extrême droite qui flattent les ressentiments et l'écœurement des classes populaires contre le monde politicien.

Le NFP, qui avait mobilisé en 2024, après la dissolution, contre l'extrême droite et autour d'un programme pour plus de justice sociale, tout en sauvant la mise à Macron en s'intégrant au front républicain et en permettant la réélection de Borne et Darmanin, n'a offert aucune autre perspective au mécontentement des classes populaires que l'impasse parlementaire, avant d'éclater, sous la pression de la colère de la rue, LFI demandant la destitution de Macron, le PS s'empressant de lui offrir ses services en revendiquant le poste de premier ministre.

Les travailleur·ses n'ont rien à attendre de cette gauche institutionnelle qui s'intègre complètement à la politique du patronat et de l'Etat, qui ne conteste ni le paiement de la dette, ni les budgets militaires pour les guerres que l'Etat mène au Proche-Orient, en Ukraine ou en Afrique, pour le compte des capitalistes.

Les bureaucraties syndicales à la rescousse de Macron

C'est la colère d'en bas, des travailleur·ses qui se sont emparés du 10, lancé en toute indépendance des directions syndicales, qui a poussé la CGT qui en dénonçait au départ le caractère « nébuleux » et craignait un noyautage de l'extrême droite, à y appeler, avec Solidaires. Et poussé l'Intersyndicale à appeler au 18. Avec moins de manifestant·es et de grévistes, la journée du 2 octobre que les médias ont considérée comme un échec pour enterrer le mouvement, n'a pas d'autre sens que celui de l'impasse et de l'échec de la politique de l'Intersyndicale, des directions syndicales, qui instrumentalisent la colère sociale pour mieux négocier leur reconnaissance par le patronat et le pouvoir.

Marylise Léon de la CFDT a déclaré au lendemain du 2 : « *nous entrons dans une séquence politique. Il est important de ne pas mélanger les genres* », tout comme la CGT qui, bien que plus combative en paroles, expliquait que le budget « *va surtout se jouer au Parlement* ». « *Notre objectif, c'est pas de faire tomber Emmanuel Macron, on n'a rien contre lui, on a besoin d'ailleurs d'un président qui préside à l'échelle internationale, au vu de la crise géopolitique* » a déclaré Sophie Binet. Avec l'intersyndicale, toutes deux se prétendent responsables pour éviter la « *crise de régime* ».

Macron serait une diversion, « *les vrais ennemis sont les patrons* »... faux radicalisme, qui sépare la question des revendications sociales posée au niveau des entreprises, de la lutte politique qui serait le terrain des partis et des élections, alors que la question sociale, la lutte pour les droits, pour les revendications sociales et démocratiques nécessite le regroupement de l'ensemble des forces du monde du travail pour ses intérêts de classe, une lutte politique qui pose la question du pouvoir.

Les travailleur·ses n'ont pas à montrer leur sens des « responsabilités » aux classes dominantes pas plus qu'ils n'ont à payer leur dette. Pour défendre leurs intérêts ils ont besoin de leur pleine indépendance de classe.

Contre l'union du Medef, de la droite et de l'extrême droite, unité des travailleur·ses pour leurs droits et changer le monde

Mélenchon a souligné « *l'impasse dans laquelle plonge inéluctablement la Vème République dès lors qu'il y a une contradiction entre la légitimité de l'élection présidentielle et celle des élections législatives* ». Il mène campagne pour la destitution de Macron qui serait le problème, et une présidentielle anticipée dans laquelle il se voit un avenir. Changer de président, ou abandonner le régime présidentiel de la Vème pour une VIème République qui serait plus démocratique comme le propose LFI ne peut être une perspective pour les travailleur·ses et la jeunesse dans le cadre de l'Etat, l'instrument-même du pouvoir de la bourgeoisie, et de son système.

L'issue à la crise sociale et démocratique est entre les mains des travailleur·ses et de la jeunesse, hors des institutions, en rupture avec les appareils de la gauche syndicale et parlementaire, avec leur politique, en contestant la perpétuation de la dictature du capital et du profit, en donnant des perspectives au mouvement qui l'inscrivent dans la lutte pour prendre eux-mêmes les affaires en main, pour le pouvoir des travailleur·ses.

Nous avons besoin de poursuivre et de faire vivre le 10, le bloquons tout, dans nos Ags démocratiques, nos interpros, nos sections syndicales, partout sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers pour faire de la politique, en rupture avec les bureaucraties syndicales et parlementaires, discuter, préparer l'affrontement avec le pouvoir et le patronat. C'est sur le terrain de la lutte des classes que tout se joue.

Face à l'union des droites et de l'extrême droite avec le grand patronat qui se construit pour imposer le budget austéritaire, le réarmement, le militarisme et la guerre, nous avons à construire l'union des travailleur·ses et de la jeunesse pour diriger nos luttes et demain la société, pour changer le monde. Pour cela, nous avons besoin de faire vivre une démocratie révolutionnaire, de nous organiser dans notre propre parti, un parti révolutionnaire des travailleur·ses.

Christine Héraud

Le « plan de paix » de Trump intègre la guerre génocidaire d'Israël dans l'offensive économique et militaire de l'empire US

Trump a annoncé dans la nuit du 8 au 9 octobre alors que les négociations avaient commencé à Charm el-Cheikh, en Égypte, qu'Israël et le Hamas avaient « *tous deux accepté la première phase* » du « *plan de paix* » qu'il avait présenté le 29 septembre avec à ses côtés Netanyahou.

Cette annonce a suscité à Gaza ainsi qu'en Israël la liesse populaire à la perspective du cessez-le feu et de la libération des otages et des prisonniers politiques palestiniens. Cette première phase du plan donne à voir ce que sera la suite alors que le dirigeant palestinien Marwan Barghouti, détenu en Israël depuis 2002, ainsi que les militants symboles les plus marquants de la lutte armée ne figurent pas sur la liste des prisonniers palestiniens qui seront libérés dans le cadre de l'accord.

Le plan s'inscrit, sous couvert de paix, dans la continuité de la guerre génocidaire.

Trump pose au faiseur de paix, un faiseur de paix impérialiste par la force faisant plier le Hamas en le menaçant de « *l'enfer* » - « *Il n'y a pas une minute à perdre ou un massacre massif s'ensuivra* » - tout en imposant ses choix à Netanyahou en grande difficulté politique face aux sionistes intégristes alors qu'Israël soulève la colère et la révolte sur toute la planète et que les régimes arabes craignent pour eux-mêmes.

Ce dernier n'a pas tardé à se féliciter d'un accord qui légitime le génocide, « *C'est un grand jour pour Israël* », avant que vendredi matin son gouvernement ne finisse par l'accepter prenant tout son temps, continuant les bombardements sur Gaza, le cessez-le-feu n'entrant en vigueur qu'après le vote de ce dernier.

Trump prend la main sur Israël pour imposer les plans des USA en s'assurant le contrôle de Gaza, en associant les États arabes contre les peuples du Moyen-Orient. Et cela avec l'assentiment du Hamas dont il poursuit l'élimination et qui « *apprécie les efforts arabes, islamiques et internationaux, ainsi que ceux du président américain Donald Trump, appelant à l'arrêt de la guerre contre la bande de Gaza, à l'échange de prisonniers, à l'entrée immédiate de l'aide, au rejet de l'occupation de la bande et au refus du déplacement de notre peuple palestinien hors de celle-ci* ».

Si la fin de la guerre ne pourrait être que la bienvenue, ce plan de paix par la force peut être rompu par Israël à tout moment en particulier sur la question du désarmement du Hamas, obligation à laquelle ce dernier semble ne pas vouloir se plier. Il est surtout un plan de guerre, une nouvelle étape dans le déploiement économique et militaire de l'empire américain qui exacerbe les contradictions à l'œuvre au sein du camp palestinien en signant l'échec du Hamas, au sein du camp sioniste, où les intégristes religieux d'extrême droite vont jouer de démagogie, et au sein des dictatures arabes devenues les associées des USA et d'Israël, ultime capitulation qui libère les classes populaires des dernières illusions quant à leur soutien aux Palestiniens. Une nouvelle page va s'écrire.

Deux ans après l'attaque du 7 octobre, justification pour liquider la question palestinienne, l'impasse criminelle du sionisme et l'échec des accords d'Abraham

Les discussions du plan de Trump ont débuté à la veille du deuxième anniversaire de l'attaque du Hamas du 7 octobre qui a été utilisée pour justifier la guerre d'extermination du peuple palestinien.

En 2020 Israël avait signé avec l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe les accords d'Abraham reconnaissant l'État d'Israël, une normalisation qui se réalisait à coups de juteux accords commerciaux au mépris des Palestiniens abandonnés sous l'occupation militaire israélienne à Gaza et en Cisjordanie.

Le Hamas déclencha l'attaque du 7 octobre pour défendre non les droits des Palestiniens mais sa propre place dans les nouveaux rapports de force qui se construisaient à son détriment, un choix aveugle auquel les Palestiniens ont payé un lourd tribut.

La campagne militaire de représailles d'Israël a depuis tué plus de 70 000 Palestiniens et laissé la majorité des 2,2 millions d'habitants de Gaza sans abri et affamés dans les décombres de l'enclave détruite par des bombardements incessants. Claire Magone, directrice de MSF, déclare au Monde : « *A Gaza, la mort est partout. Elle est palpable, elle plane, elle frappe n'importe où, n'importe qui* ».

Le génocide est l'aboutissement de 75 ans d'une politique de colonisation de la Palestine, la mise en œuvre de la « *solution finale* » au problème palestinien.

Gaza est aussi non seulement le tombeau du sionisme mais aussi celui des prétentions progressistes des vieilles puissances impérialistes occidentales qui en sont complices et actrices.

Il est aussi la faillite de la politique réactionnaire du Hamas qui n'avait plus d'autre choix que de saisir la possibilité de négocier une porte de sortie, sa propre fin politique et militaire face aux souffrances que son aveuglement a fait subir aux Palestiniens qui ne sont pour lui qu'une masse de manœuvre, aujourd'hui monnaie d'échange dans sa reddition après s'être fait l'allié des pays les plus réactionnaires du Moyen-Orient.

Le plan de Trump est l'aboutissement d'une défaite pour les Palestiniens. Il s'appuie sur ce qu'il y a de plus corrompu dans la région, le sionisme coupable du génocide, le Hamas qui a sacrifié son peuple à ses ambitions dictatoriales, les dictatures arabes qui ont laissé faire le génocide et se rallient aux projets de l'empire américain et de ses alliés occidentaux qui depuis des décennies pillent leurs richesses.

Un plan pour mettre en place un protectorat israélo-américain

L'application de la deuxième phase du plan prévoit de mettre en place un « *comité palestinien technocratique et apolitique* » pour gouverner la bande de Gaza ravagée, sous la supervision d'un organe international de transition nommé « *Conseil de la Paix* » présidé par Trump et probablement l'ancien premier ministre britannique Tony Blair et censé diriger la reconstruction jusqu'à ce que l'Autorité palestinienne soit jugée apte à prendre le contrôle. Elle organise la mise sous tutelle occidentale des terres palestiniennes, avec des zones économiques prêtes à accueillir les investissements du Golfe et, implicitement, l'accès à des richesses gazières offshore inexploitées qui profiterait aux entreprises américaines et à des alliés comme l'Égypte, qui envisage la construction de gazoducs vers ses terminaux GNL.

Il établit un protectorat israélo-américain qui bafoue le droit à l'autodétermination pour imposer une administration composée de technocrates palestiniens et d'experts étrangers, tandis que le Hamas, l'Autorité palestinienne et toutes les forces nationales palestiniennes en seraient exclus !

Le 13ème point du plan exige une démilitarisation totale des organisations palestiniennes, « *le Hamas et les autres factions s'engagent à ne jouer aucun rôle dans la gouvernance de Gaza* ».

Trump a certes exclu toute annexion de la Cisjordanie et tout retour des colonies israéliennes à Gaza. Il a renoncé à déporter les Gazaouis pour construire sa « *Riviera du Moyen-Orient* », mais le plan entérine une séparation politique et géographique définitive entre Gaza et la Cisjordanie, consacrant ainsi la fragmentation du territoire palestinien, niant la possibilité même d'un État palestinien.

Quant à la promesse d'un retrait progressif de l'armée israélienne, ce retrait est conditionné à une série d'exigences politiques, sécuritaires et sociales que le plan ne précise pas, mais qui laisseront aux forces israéliennes un contrôle total sur les frontières, les échanges commerciaux et la circulation des personnes.

Les États-Unis et Israël, qui rejettent depuis toujours l'idée même d'un véritable État palestinien, semblent avoir trouvé le cadre pour nier la question nationale palestinienne traitant avec mépris celles et ceux qu'ils considèrent comme des sous-hommes, sans droits ni État. En fait, le terrain dont surgira une nouvelle génération de combattants.

Un protectorat sur Gaza intégré à la stratégie des USA pour contrôler le Moyen-Orient

Le plan de Trump vise le contrôle des ressources du Moyen-Orient au mépris aussi des Israéliens considérés comme des supplétifs de l'armée américaine, jouets de leurs propres dirigeants dont Netanyahou, et qui continueraient à être les geôliers des Palestiniens.

Le Moyen-Orient est destiné à devenir un corridor économique entre l'Inde et l'Europe (IMEC) officialisé par un accord conclu lors du sommet du G20 de 2023 à New Delhi, dominé par les États-Unis et leurs alliés. La sécurisation de cette route commerciale et un accord entre Israël et les régimes arabes permettraient à l'impérialisme américain d'atteindre son objectif d'hégémonie régionale incontestée en écartant la Chine, la Russie et l'Iran.

Les capitales arabes multiplient les accords économiques et les promesses de coopération avec Israël et les USA.

Alors qu'un nouveau redécoupage du monde s'intensifie, les multinationales et leurs porte-parole au sein des gouvernements sont prêts à tout pour s'assurer l'accès aux matières premières, aux marchés, à la main-d'œuvre exploitable et élargir leur influence géostratégique.

Les USA et leurs alliés organisent la possible fin de la guerre génocidaire comme un élément central de leur campagne visant à s'assurer le contrôle du Moyen-Orient riche en pétrole, dans le cadre de leurs préparatifs guerriers visant la Russie et la Chine.

Netanyahou et l'État sioniste discrédités par leur crime, déstabilisés sous la pression contradictoire des intégristes d'extrême droite et des USA et les aspirations à la paix de la population

Netanyahou, au pouvoir depuis dix-huit ans, navigue à vue dans la crise actuelle entre le soutien au plan de paix de Trump et ses alliés intégristes religieux tout en répétant, contre toute évidence, que les otages sont sa priorité absolue. Il a été hué, samedi, lors du rassemblement à Tel-Aviv organisé par les familles des otages en présence de Steve Witkoff et Jared Kushner. Son avenir dépend plus que jamais du soutien américain.

Smotrich, leader du sionisme religieux radical et ministre des Finances, a voté contre l'accord avec le Hamas et dénoncé toute tentative visant à affaiblir la souveraineté israélienne, « *le fait de confier notre sécurité à des étrangers et l'illusion que quelqu'un d'autre fera le travail à notre place* ». 200 militaires américains seront mobilisés pour « *superviser* » et « *observer* » la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu à Gaza.

Le parrain américain n'a pas laissé le choix à Netanyahou, ni même le temps, pour s'opposer à l'avancée des discussions vers un cessez-le-feu démontrant en retour le rôle déterminant des USA dans la guerre génocidaire et qu'Israël lui est entièrement soumis.

Netanyahou a refusé jusqu'alors de discuter de la fin de la guerre, rompu les cessez-le-feu et même attaqué les dirigeants du Hamas à Doha, au Qatar, le 9 septembre, au moment où ceux-ci allaient examiner une proposition américaine de cessez-le-feu, attaque pour laquelle Trump a exigé de Netanyahou des excuses. Et hier, les USA ont autorisé le Qatar à utiliser une base militaire américaine pour y installer « *un contingent de F-15 qataris et de*

pilotes afin de renforcer notre entraînement conjoint » selon les déclarations du ministre de la guerre américain.

A plus ou moins long terme, une crise politique menace l'État sioniste dont la suite des négociations du plan de paix va accentuer les contradictions et souligner l'échec sanglant incarné par l'alliance de Netanyahou avec les intégristes religieux d'extrême droite et leurs références bibliques au mythe du Grand Israël. Des failles et tensions qui pourraient encourager la naissance d'un mouvement de rupture avec le sionisme qui condamne les Israéliens à se faire les supplétifs de l'armée américaine contre les Palestiniens et leurs propres intérêts mêmes.

« *Bonjour et bienvenue au ministère de la Guerre, car l'ère du ministère de la Défense est révolue…* »

Ainsi s'exprimait le secrétaire à la Guerre américain, Pete Hegseth, au début du mois de septembre, quand Trump a rebaptisé le ministère de la Défense en ministère de la Guerre. Ses propos éclairent sur la politique des USA qui prévaut aux accords dits de paix. Les États-Unis sont désormais officiellement en guerre afin de... « *garantir la paix* ». « *À partir de maintenant, la seule mission du ministère de la Guerre nouvellement rétabli est la suivante : mener la guerre, se préparer à la guerre et se préparer à gagner* ».

Le 30 septembre, lors d'une réunion avec 800 haut-gradés, généraux et amiraux américains, il s'enorgueillit : « *Nous avons l'armée la plus forte, la plus puissante, la plus létale et la mieux préparée de la planète. C'est vrai. Point final* ».

A la même réunion, dans un discours d'une rare violence politique, Trump appelait l'assistance à se mobiliser contre l'« *ennemi de l'intérieur* », en attaquant les immigrants sans papiers, la presse et ses opposants politiques.

Les villes « *gérées par les démocrates de la gauche radicale* […] *San Francisco, Chicago, New York, Los Angeles, ce sont des endroits dangereux. Et nous allons les remettre en ordre une par une et ce sera quelque chose de très important pour certaines personnes dans cette salle. C'est aussi une guerre. C'est une guerre de l'intérieur* »

« *Nous devrions utiliser certaines de ces villes dangereuses comme terrain d'entraînement pour nos militaires* », a-t-il encore ajouté. « *Ce sera quelque chose de très important pour les gens dans cette pièce, parce que c'est l'ennemi de l'intérieur. Et il faudra s'en occuper avant que la situation ne devienne incontrôlable* ».

Ces propos définissent en toute clarté le contenu de la politique de la paix par la force de l'empire américain, du plan de paix de Trump et de son alliance criminelle et fascisante avec Netanyahou qui reste le garant de ses intérêts au Moyen-Orient où la menace de la reprise d'une guerre qui n'a pas cessé demeure en permanence.

La solidarité internationaliste avec le peuple palestinien et la perspective d'une fédération des États socialistes du Moyen-Orient, la lutte contre notre propre bourgeoisie pour le socialisme

Le monde entier est horrifié par l'immense crime contre l'humanité qui est commis à Gaza. L'explosion d'indignation face au blocage de la flottille Sumud, en particulier les grèves des travailleur·ses en Italie et en Grèce, montre la force sociale capable de mettre fin à cette folie, le monde du travail et la jeunesse.

Le plan de paix, c'est-à-dire la poursuite de la guerre sous d'autres formes, engagé par les USA souligne la nécessité de donner à notre solidarité un contenu internationaliste et de classe qui s'inscrit dans le mouvement plus large qui se développe contre l'austérité, la guerre et la destruction des emplois, contre les conséquences globales de la faillite du capitalisme mondialisé, en premier lieu de l'empire américain et des vieilles puissances impérialistes occidentales.

Les prétentions d'une solution à deux États se sont avérées un mirage, une illusion, un mensonge, la reconnaissance de l'État palestinien fin septembre à l'ONU, une hypocrisie cynique qui applaudit maintenant à la légitimation internationale du génocide.

Plus que jamais la question palestinienne ne peut se résumer à une question nationale, elle ne peut trouver de réponse qu'à travers l'unification des luttes de tous les peuples du Moyen-Orient contre les despotes, pour la démocratie et la justice sociale contre la minorité capitaliste.

Elle intègre la lutte pour l'unité des travailleur·ses israélien·nes et palestinien·nes dans la lutte pour une Fédération socialiste unifiée du Moyen-Orient.

Le plan d'organisation des suites de la guerre génocidaire va bouleverser les conditions de la lutte des travailleur·ses de la région, contribuer à leur solidarité par-delà les frontières, transformer la jeunesse palestinienne en une force subversive nouvelle libérée de la dictature du Hamas que l'État sioniste avait contribué à mettre en place. Leur plan de paix contre les peuples ouvre une nouvelle phase de la lutte.

Le soulèvement de la jeunesse marocaine ne manquera pas de raviver les printemps arabes et la mobilisation pour la Palestine et contre les régimes qui se font les complices du génocide et de la politique réactionnaire de Trump-Netanyahou.

Une nouvelle génération est en train d'entrer dans la lutte forte d'une expérience conquise au prix de terribles souffrances et saura trouver la voie vers la solidarité internationaliste des travailleur·ses et des peuples, libérée du carcan nationaliste et religieux.

Yvan Lemaitre